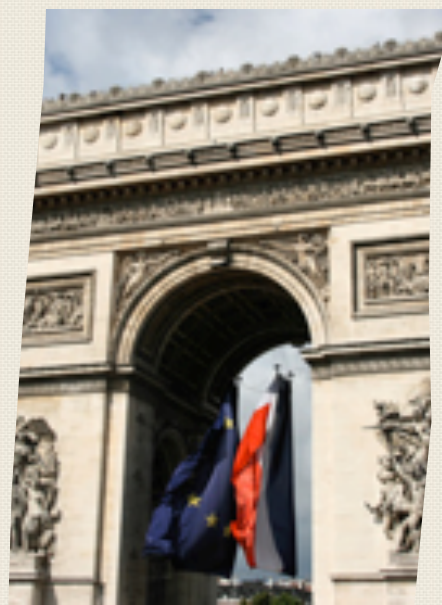


# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 1 MARS 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Il se propose une loi pour lui !**
- 2) **Ne riez pas trop**
- 3) **Le retour de...**
- 4) **Son vrai visage**
- 5) **Il répond à...**
- 6) **Le suspense des uns et des autres**
- 7) **" La France dans un borbier "**



Gérard Diez La Presse en Revue

**I ) Collard dépose lui-même une proposition de résolution pour interdire les poursuites à son encontre**



Gilbert Collard à l'Assemblée nationale, en février 2016. - Jacques Demarthon - AFP



## Le député du Gard a déposé en son nom devant l'Assemblée nationale une proposition de résolution demandant la suspension de poursuites engagées contre lui-même.

On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Une proposition de résolution déposée devant l'Assemblée nationale le 20 février dernier par le député du Gard Gilbert Collard demande la suspension de poursuites engagées contre... Gilbert Collard.

Le texte de proposition, consultable sur le site de l'Assemblée et repéré par le journal Contexte, explique que des poursuites ont été engagées par le parquet de Nanterre à l'encontre du secrétaire général du Rassemblement Bleu Marine, pour "diffusion d'images à caractère violent de nature à porter atteinte à la dignité humaine", en référence à une photo postée le 16 décembre 2015 par Gilbert Collard sur son compte Twitter, d'un homme, "visiblement décédé, allongé et bras liés sous le dos, avec le visage ensanglanté".

Une image que l'intéressé avait accompagnée d'un commentaire: "Bourdin compare le FN à Daesh: le poids des mots et le choc des bobos!", puis d'un autre: "Derrière les mots, il y a les images: on ne fait que montrer l'ignominie des comparaisons haineuses qui nous assimilent à des tueurs!".



Contexte Pouvoirs @ContextePouvoir  
Proposition de résolution tendant à la suspension [...] des poursuites engagées [...] contre @GilbertCollard. Par @GilbertCollard.

demande à l'Assemblée nationale, sur requête du parquet de Nanterre, de lever l'immunité parlementaire de Gilbert Collard. Une demande qui a été refusée la semaine dernière par le bureau de l'Assemblée.

Après avoir fait valoir que cette photographie n'avait "fait l'objet d'aucune censure de la part des autorités françaises", qu'"aucune association de protection de protection des droits de l'Homme ni particulier" n'avait déposé plainte contre lui, et que par conséquent ses deux tweets n'avaient provoqué "aucune manifestation ni aucun trouble à l'ordre public", Gilbert Collard s'étonne de la suite donnée à cette affaire, plus d'un an après, rappelant qu'une enquête préliminaire avait déjà été ouverte au moment des faits.

### "Demande déloyale"

Dénonçant une "démarche anachronique, artificielle et abusive" pour des "tweets tombés dans l'oubli", le député demande à l'Assemblée nationale de rejeter la demande de levée d'immunité parlementaire. Avant de dénoncer le "caractère suspect" de ce qu'il considère être une "orientation géographique des poursuites", ainsi qu'une demande "déloyale" et "pas sérieuse".

"La proximité d'élections présidentielles et législatives, Gilbert Collard étant candidat à sa propre succession, démontre le caractère déloyal de la demande de levée de son immunité parlementaire dans le dessein bien compris de le discréditer auprès des électeurs de sa circonscription", conclut le texte.



LAPRESSEENREVUE.EU

## Demande de levée de l'immunité parlementaire

Selon cette proposition de résolution, un courrier du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas

## II) Pourquoi Emmanuel Macron n'est pas une "créature médiatique"



Toby Melville / Reuters

Pourquoi Emmanuel Macron n'est pas une "créature médiatique". REUTERS/Toby Melville

Philippe Bilger

Magistrat honoraire, président de l'Institut de la parole, conseil en stratégie et psychologie judiciaires

**Ils ont tort de rire d'Emmanuel Macron. A droite comme à gauche. Demain, ils pourraient s'en mordre l'esprit.**

Il faudra qu'ils s'habituent à ne pas prendre Emmanuel Macron pour une étoile filante ou une construction artificielle.

Ou une créature médiatique.

Ils, c'est l'ensemble de la classe politique qui, à quelques exceptions près, n'était pas loin de se moquer de cette personnalité qui avait la prétention de sortir des sentiers battus, de donner des leçons et d'inventer un nouveau modèle pour la France.

En même temps, le surprenant était que cette démarche ne s'accompagnait pas de la moindre vanité et revêtait un tour en effet singulier qui manifestait sans ambiguïté l'existence, avec Emmanuel Macron, d'un objet politique non identifiable.

Son parcours, de la banque à l'Elysée, de l'Elysée

au ministère de l'Economie, de ce ministère à son mouvement En Marche, de ce mouvement à un dessein présidentiel de plus en plus explicite, après qu'Emmanuel Macron a couru le risque et l'opprobre du reproche de trahison à l'égard de François Hollande, est révélateur d'une histoire qui ne peut pas se résumer à l'expression d'une ambition vulgaire et d'un désir trop classique de pouvoir et de domination.

Ce qui complique l'analyse tient au fait qu'Emmanuel Macron ne simplifie pas la tâche d'un monde médiatique qui n'aime rien tant que les catégories claires et les frontières établies. Il se revendique de gauche mais sa sensibilité est si ouverte, si peu crispée sur cette identité intellectuelle et politique qu'elle n'efface pas les liens, les passerelles, les connivences qui le rendent proche de l'autre camp et de certains de ses représentants les plus emblématiques.

Par ailleurs, souhaitant dépasser les notions traditionnelles de droite et de gauche et proposant un nouveau clivage entre conservateurs et progressistes, Emmanuel Macron non seulement n'est pas obsédé par l'envie de s'encaserner quelque part, de manière stable, fixe et pétrifiée, mais au contraire se complaît à laisser l'imagination citoyenne vagabonder à son sujet, rêver ou espérer comme elle l'entend et comme lui-même fait tout pour empêcher de s'arrêter aux



schémas anciens.

Il est impossible quand on lit les réponses d'Emmanuel Macron, dans quelque entretien que ce soit, encore plus dans des échanges très denses et durables comme ceux récemment de Challenges, de ne pas être frappé par la volonté constante de favoriser une synthèse entre le concept et la quotidienneté, entre la philosophie politique et les préoccupations populaires, entre la réflexion démocratique et le futur métamorphosé d'un côté et de l'autre les épreuves et les détresses du citoyen si j'ose dire de base. Comme s'il y avait une forme de respect à rendre à la politique trop souvent dévoyée en l'inscrivant dans un espace où les fulgurances de l'esprit et la gravité des intuitions lui restitueraient noblesse, inventivité et dignité.

Il est difficile, en l'état actuel du processus mis en œuvre par Emmanuel Macron, de traiter ses idées de vœux pieux car elles se situent à un stade intermédiaire où elles ont quitté une virtualité commode sans avoir encore atteint l'incarnation concrète. Son programme est en cours et son projet se précise selon une méthode rigoureuse dont le défi sera de ne pas faire apparaître le terme comme une montagne accouchant d'une souris.

Emmanuel Macron n'est ni un tribun ni un intellectuel égaré en politique. Il ne s'est pas perdu dans le labyrinthe dont il suit au contraire, avec une précision et une ponctualité exceptionnelles, les sinuosités. Il concède autant à sa part abstraite qu'à ses exigences plus utilitaires. Il n'est pas un Raymond Barre qui méprisait ce que la politique lui commandait d'accomplir et qu'en définitive il manquait. Tout entier dans le double registre de la conception et de l'exécution, Emmanuel Macron n'est ni naïf ni cynique. Il tient les deux bouts d'une chaîne qui va, pour lui, dans la plénitude, de la pensée sur l'action et de l'action inspirée par la pensée. Le réel est à montrer, à écouter et à changer.

On ne devrait pas oublier non plus que ministre, alors que beaucoup de ses collègues ne brillaient pas par le courage, il est allé au contact et la démagogie ne l'a jamais conduit à approuver les offenses causées aux ministres.

Je devine ce que de mauvais esprits pourraient insinuer. Emmanuel Macron ferait une politique vieille comme le monde: celle qui fait semblant de ne pas faire de politique.

Ce grief me semblerait injuste car sur ce plan il suffit de comparer la pratique de celui qui lui a

offert la lumière publique, François Hollande, avec la sienne. On peut examiner la psychologie de ces deux personnalités à partir de leurs confidences, de leurs contributions, de leurs réponses aux journalistes, qu'il y ait des livres ou non à l'issue.

François Hollande, que la communauté nationale rejette en majorité, a besoin cependant d'être écouté, aimé, compris. Il s'explique comme s'il était un mystère et que sa politique, derrière ses échecs, occultait des trésors qui mériteraient d'être dévoilés. Il tente de séduire les journalistes comme le citoyen le prive de son adhésion. Il se multiplie par oral puisque le champ pourtant infini du présent ne lui a tendu que des pièges et qu'il y est trop tombé. Les réalités sont haïssables, et aujourd'hui aussi, et comme il est plus voluptueux de les appréhender les unes et l'autre comme s'ils étaient déjà du passé. Avant même d'avoir terminé ses entreprises, Hollande prétend les couler dans le marbre et les constituer comme une Histoire de France. Le souci est que la France est éclatée et qu'il n'y a plus, ou pas encore, d'Histoire. Pour François Hollande, se répandre est se sauver. Alors qu'il s'accable.

Emmanuel Macron est exactement l'inverse. S'il séduit, tant mieux. Mais l'essentiel est la conviction qu'on transmet, l'unité à laquelle on aspire, la paix qui rassemble, l'idée qui structure, la vision qui exalte, la profondeur qui transcende sans intimider ni éloigner, non pas la tactique mère de tous les compromis et, souvent, de basses manœuvres mais la stratégie, l'image sublime de la France de demain et du monde du futur apposée sur l'intolérable et décevante configuration de ceux d'aujourd'hui.

Ils ont tort de rire d'Emmanuel Macron. A droite comme à gauche. Demain, ils pourraient s'en mordre l'esprit.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

### III) Tentation Macron, défiance de Hamon: Valls réunit ses troupes



Manuel Valls, le 6 décembre 2016. - Thomas Samson - AFP

**Tentation du vote Macron, isolement des Vallsistes dans la campagne de Benoît Hamon: l'ancien Premier ministre réunit ses soutiens ce mardi pour parler stratégie.**

De retour de ses vacances passées en Espagne, loin du tumulte de la campagne, Manuel Valls est de retour ce mardi. Au programme, deux rendez-vous avec l'aile droite du PS: l'un avec son "comité politique" le matin, puis une réunion élargit à l'ensemble des amis le soir, salle Colbert, à l'Assemblée nationale.

Ces discussions devraient revêtir une importance particulière dans le camp des Vallsistes, inquiets de la campagne de Benoît Hamon et tentés par le vote Macron. Et pour cause, un mois après le second tour de la primaire de la gauche, l'entourage politique de l'ancien Premier ministre sont quasiment absent de l'équipe de campagne de Benoît Hamon, dont le programme été jugé "radical" par Jean-Marie Le Guen ce mardi.

#### Les Vallsistes isolés

Si Vincent Peillon et Arnaud Montebourg et leurs proches ont été intégrés au nouvel organigramme du vainqueur de la primaire présenté dimanche, seuls trois soutiens de Manuels Valls y figurent. Un isolement qui inquiète au Parti socialiste. "On a été très peu sollicité" explique Francis Chouat dans l'Opinion ce lundi.

*"Je lui ai fait savoir que quand on est socialiste, on rassemble son camp", déplore également le député François Loncle, ancien ministre de François Mitterrand.*

De son côté, le député Yves Blein devrait publier ce mardi une missive adressée au patron du PS Jean-Christophe Cambadélis. Dans son courrier, révélé par Les Echos, le député reproche à Benoît Hamon de "tourner le dos" à une partie de son camp et réclame l'organisation d'un conseil national.

#### Les membres du gouvernement dans l'embarras

La plupart des ministres du quinquennat de François Hollande, dont plusieurs avaient affichés leur soutien à Manuel Valls, restent à distance de la campagne de Benoît Hamon. Michel Sapin, Jean-Yves Le Drian, Stéphane Le Foll: tous se désolent de l'orientation donnée par Benoît Hamon à la campagne PS.

*"Contrairement à mes vœux, plus il avance, moins il s'ouvre" s'inquiète l'un d'entre eux -sans être mentionné- dans le journal Le Monde.*

#### Entre tentation Macron et "loyauté"

Deuxième inquiétude, celle de la tentation du vote Macron. Déjà plusieurs Réformateurs ont franchi le Rubicon, le dernier sur la liste étant le député Christophe Caresche, ancien soutien de Manuel Valls. "Hamon a passé trois semaines à courir derrière les 2% de Jadot. Pendant ce temps, 50% des électeurs de François Hollande sont partis chez Macron" souligne Philippe Doucet député du Val-d'Oise dans l'Opinion. Mais quelle cohérence à donner au PS si tous les Vallsistes changent de camp?

*"Dans le moment où on est, il ne peut pas être pris en défaut de loyauté. Il faut donner sa chance à Hamon" estime Francis Chouat maire d'Evry.*

Face à la menace, de plus en plus significative, d'un éclatement du parti, Manuel Valls, qui avait prévu de se mettre en retrait, devrait donc sortir de sa réserve pour remettre la campagne "sur ses rails".

Maëva Poulet





## IV) Marine Le Pen sur les fonctionnaires : "Une attaque à contre-courant des messages du FN"



© Jean-François Monier, AFP | Marine Le Pen lors de son meeting à Nantes le 26 février.

Texte par Alcyone WEMAËRE

### En accusant les fonctionnaires de parti pris, Marine Le Pen attaque un changement de registre du FN.

Lundi 26 février, François Hollande a indiqué qu'il n'accepterait "jamais qu'on puisse mettre en cause les fonctionnaires dans notre République". Une allusion à la charge lancée dimanche, en meeting à Nantes, par la candidate du Front national. Alors que son camp est visé par des enquêtes judiciaires, Marine Le Pen a, en effet, mis en garde de manière très directe les fonctionnaires : "Je veux dire publiquement, ici, aux fonctionnaires à qui un personnel politique aux abois demande d'utiliser les pouvoirs d'État [...] de se garder de participer à de telles dérives", a averti la leader frontiste. Et d'ajouter, qu'après les élections, "ces fonctionnaires devraient assumer le poids de ces méthodes illégales".

France 24 a interrogé Nicolas Lebourg, chercheur à l'Université de Montpellier, historien de l'extrême droite et auteur de "Les Droites extrêmes en Europe" (aux éditions Le Seuil) sur cette attaque frontale des fonctionnaires.

### France 24 : Comment percevez-vous la charge de Marine Le Pen contre les fonctionnaires lors de son meeting à Nantes ?

Nicolas Lebourg : À mon sens, c'est tout à fait inédit dans une campagne présidentielle, d'autant plus de la part d'une candidate que tous les

sondages donnent qualifiée pour le second tour. C'est aussi à contre-courant des messages envoyés depuis un an par le Front national. La "petite" fonction publique – qui comprend la catégorie C – est clairement un électorat ciblé par le FN. Tout au long de l'année 2016, le FN n'a d'ailleurs eu de cesse de chercher à séduire les agents de la fonction publique hospitalière, les enseignants... Même si ce week-end, Marine Le Pen visait surtout la haute fonction publique, c'est un changement de message.

### Comment expliquer ce changement de discours ?

À ce stade, c'est difficile à interpréter. Il y a plusieurs possibilités. Entre la montée des nationalistes populistes en Europe de l'Est, le tournant autoritaire de Recep Tayyip Erdogan en Turquie et l'arrivée de Donald Trump aux États-Unis, la période engage peut-être Marine Le Pen à ce genre de sortie. La demande d'autorité semble telle que cela peut s'inscrire dans une stratégie. Autre hypothèse : il s'agit d'une erreur de sa part et Marine Le Pen vient de livrer en "une boulette" le fond réel de sa pensée.

### Dimanche, Marine Le Pen a aussi parlé d'"agents dévoués", d'"État patriote"... Qu'est-ce que cela vous inspire ?

La rhétorique du dévouement s'inscrit, pour le coup, dans la lignée du discours que Marine Le Pen délivre habituellement aux différents corps de fonctionnaires, aux enseignants notamment. Quant au qualificatif "patriote", il est l'autodéfinition politique même du FN.

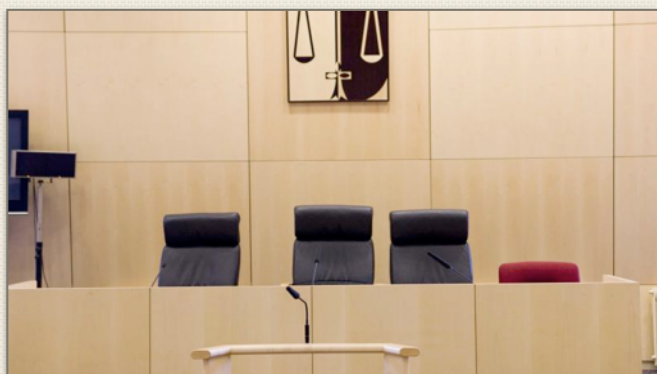
france24.com

*La LDH est aux côtés de toutes celles et ceux qui refusent d'être considérés ou désignés par le seul prisme de leur religion, de leur « race », origine, couleur, ethnie ou autre assignation qui leur est imposée ; de tous ceux qui refusent tous les racismes et entendent bénéficier de l'égalité des droits. Elle défend toutes celles et ceux qui sont jugés « différents » – comme les Gens du voyage ou les Roms –, trop souvent victimes des peurs irrationnelles, de l'exclusion, violente ou insidieuse, et de campagnes de stigmatisation.*

## V) Le Syndicat de la magistrature répond à Marine Le Pen et François Fillon

en guise de représailles".

**« La séparation des pouvoirs n'est pas l'impunité organisée au profit des élus »**



Le Syndicat de la magistrature répond aux accusations de Marine Le Pen et de François Fillon. - FLEPAGE/SIPA

### Le Syndicat de la magistrature

Son parti impliqué dans de **nombreuses affaires**, Marine Le Pen n'a de fait cessé, ce dimanche à Nantes, de critiquer le système judiciaire. *"La justice est une autorité, pas un pouvoir ; les magistrats sont là pour appliquer la loi, pas pour l'inventer ou contrecarrer la volonté du peuple"*, a-t-elle par exemple déclaré.

Une théorie de la violation du principe de séparation des pouvoirs, également brandie par le camp Fillon depuis que le Parquet national financier (PNF) s'est saisi de l'affaire des soupçons d'emplois fictifs dont sont accusés plusieurs membres de la famille du candidat de la droite. Ainsi pour François Fillon, le PNF, qui a ouvert dans cette affaire une enquête préliminaire il y a un mois et a confié vendredi dernier les investigations à trois juges d'instruction, est tout simplement *"incompétent"*.

*"Que l'autorité judiciaire ose faire son travail, enquêter sur les infractions à la loi pénale qui lui ont été dénoncées, constitue pour eux un crime de lèse-candidat"*, poursuit le syndicat le Syndicat de la magistrature, avant de conclure : *"La séparation des pouvoirs n'est pas l'impunité organisée au profit des élus et de ceux qui aspirent à l'être..."*

Par Magazine Marianne

Le Syndicat de la Magistrature a riposté, ce lundi 27 février, face aux accusations des camps Le Pen et Fillon, embourbés dans les affaires : *"La séparation des pouvoirs n'est pas l'impunité organisée au profit des élus et de ceux qui aspirent à l'être"*, a fait valoir le syndicat.

La réponse ne s'est pas fait attendre. Longuement prise à partie par Marine Le Pen ce week-end lors du meeting de la candidate frontiste au Zénith de Nantes, une partie de la magistrature a riposté ce lundi 27 février dans un communiqué en dénonçant *"les manœuvres de déstabilisation de la justice"*. En référence notamment aux accusations de la présidente du FN qui a notamment promis ce dimanche, si elle était élue, de rétablir *"l'Etat de droit"* face à l'actuel *"gouvernement"* présumé *"des juges"*, mais aussi en réponse aux accusations de la droite et de son candidat Fillon, embourbé depuis plusieurs semaines dans le *"PenelopeGate"*.

*"Rétifs à l'égalité devant la loi, certains membres de la classe politique prétendent se construire une immunité pénale et c'est par l'intimidation qu'ils veulent l'imposer"*, s'indigne ainsi le Syndicat de la magistrature (SM), classé à gauche, dans ce communiqué. Et de dénoncer, concernant la candidate frontiste, des *"menaces édifiantes"* : *"Au mépris affiché pour la justice (...) Marine Le Pen promet, si elle accédait au pouvoir, de demander des comptes aux policiers et aux juges*



LAPRESSEENREVUE.EU



## VI) Mon bulletin dans ton urne: Royal suspense, les pieds-noirs voient rouge et le linge sale du FN lavé en famille



Ségolène Royal, le 26 janvier 2017. - Witt/SIPA

M.C.

A peine le temps d'avaler un café ? En sortant des brumes matinales, attrapez aussi notre récap'quotidien d'une campagne corsée et régulièrement relevée de polémiques.

### Royal fait durer le suspense, Axelle Lemaire s'engage pour Hamon

Elle affirme n'avoir « pas du tout d'ambition ministérielle » et ne se prononce pour l'instant pour aucun candidat. Ségolène Royal a assuré lundi qu'elle attendrait le début de la campagne officielle de l'élection présidentielle pour annoncer qui elle soutiendrait. « J'interviendrai sans doute dans la campagne, au moment de l'ouverture de la campagne officielle, en tout cas pas avant le 23 mars, a précisé la ministre de l'Environnement, qui dit attendre « les projets des uns des autres ».

Autre ministre, autres mœurs : Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat au Numérique, a pour sa part annoncé sa démission du gouvernement. Celle qui avait été nommée par Manuel Valls le 2 avril 2014 va faire campagne avec Benoît Hamon et dans la circonscription des Français de l'étranger, dans laquelle elle compte se présenter.

La colonisation un « crime contre l'humanité » : Une association de Pieds-Noirs porte plainte

contre Emmanuel Macron

La polémique n'est pas éteinte pour Emmanuel Macron. Le Cercle algérieniste national, une association de pieds-noirs, a déposé ce lundi, à Perpignan, une plainte pour « injure » contre l'ancien ministre de l'Economie qui avait qualifié la colonisation française de « crime contre l'humanité », ont annoncé le président de l'association et son avocat. « Les propos d'Emmanuel Macron ont bouleversé, écœuré, blessé d'innombrables Français d'Algérie et Harkis. J'ai reçu des milliers de mails. Il y a une véritable colère », a expliqué Thierry Rolando, président du Cercle algérieniste qui revendique « 10.000 adhérents ».

### Départs du Front national : « Les anciens cadres lavent le linge sale du parti en public »

Ils ont été cadres du Front national avant de se faire exclure ou de démissionner, en balançant au passage quelques bombes sur le parti. Avant Gaël Nofri, conseiller de Marine Le Pen en 2012 qui a dénoncé dimanche « un système de corruption généralisé au FN », d'autres avaient déjà quitté le parti avec pertes et fracas : Jacques Bompard, Carl Lang, Aymeric Chauprade, Lorrain de Saint-Affrique... Gilles Ivaldi, chargé de recherche au CNRS et spécialiste de l'extrême droite, explique à 20 Minutes les raisons de ces ruptures belliqueuses, dont le FN a le secret.



## VII) Vu d'Algérie. Abdou Semmar : “On s'inquiète de voir la France dans un tel borbier”

Entretien avec Abdou Semmar, rédacteur en chef d'Algérie-Focus, qui suit de près la présidentielle française. Article extrait de notre hors-série “France : le temps des révolutions” en kiosque depuis le 22 février.





Abdou Semmar, rédacteur en chef d'Algérie-Focus.

### **Avez-vous l'impression que la France fait preuve de xénophobie face aux migrants ?**

Certainement. Mais ce que l'on découvre aujourd'hui – et c'est la première fois depuis longtemps –, c'est que la France et l'Algérie vivent le même phénomène et en même temps.

En Algérie, il y a un gros problème avec les migrants subsahariens : on les repousse, on les expulse au plus fort de l'hiver.

Et les Algériens découvrent qu'ils sont au moins aussi racistes et xénophobes que les Français, dont ils ne cessent de se plaindre.

La différence, c'est qu'ici, on regarde ébahi les chaînes télévisées françaises, sur lesquelles les hommes politiques instrumentalisent à tout va l'immigration tout en donnant des leçons sur les droits de l'homme.

### **La campagne française est donc très suivie en Algérie ?**

Il y a 2 millions d'Algériens inscrits dans les consulats (et je ne compte pas les Français originaires d'Algérie). Après Alger, la deuxième plus grande ville de notre pays, c'est la France. De plus, les relations économiques et politiques sont très fortes entre nos deux pays. Les attentes sont énormes. Cette présidentielle a plus d'importance pour nous que les législatives algériennes.

Nous avons particulièrement suivi les Primaires de la droite. L'élimination de Valls et de Sarkozy – l'ennemi intime, celui dont le discours était le plus musclé – a rassuré les Algériens. Mais c'est François Fillon, et non Alain Juppé, qui a gagné la primaire de la droite. La défaite d'Alain Juppé, c'est la défaite du candidat de l'Algérie.

Mais surtout, on regarde avec effroi l'avancée

spectaculaire de Marine Le Pen. Toute la question pour les Algériens est de savoir quel score elle fera. Si on assiste à un “phénomène Trump”, ce sera un coup terrible. Je suis certain qu’il y aura des débordements dans les banlieues. Nous sommes inquiets de voir la France, qui est l’une des plus grandes puissances mondiales, dans un tel borborygme.

### **Pour vous, il y a donc une “trumpisation” de la société française ?**

Plusieurs indices vont dans ce sens. Mais tout n’est pas encore perdu. La diversité de la société française, la taille du pays, son emplacement géographique – et même son passé colonial... –, tout cela permet de construire des mécanismes de résistance qui n’existent pas aux États-Unis. Et Marine Le Pen n’est pas l’équivalent de Donald Trump.

Le problème, c’est que l’élite politique française ne reflète pas le pays et n’est pas à sa hauteur. Et pourquoi la communauté maghrébine n’arrive-t-elle pas à peser dans la politique française ? Pourquoi ne fait-elle pas entendre sa voix ? Je suis très critique vis-à-vis du discours victimaire de la banlieue. 34 ans après la “marche des beurs”, la question beur n’est pas réglée, c’est vrai. Mais le communautarisme et le repli sur soi ne sont pas les solutions. La solution c’est d’intégrer l’appareil politique français. Les Algériens de France ont quelque chose à apporter à ce pays. Et la France peut redevenir une grande puissance si les Algériens s’engagent. Ils pourront alors faire de la France le plus grand tremplin de l’Europe.

### **C’est possible, mais il semble que les crispations soient encore plus fortes depuis les attentats de 2015 et 2016.**

C’est l’autre inquiétude ici : la France n’est pas outillée pour combattre le terrorisme. Et l’Algérie ne cesse de la mettre en garde sur sa proximité avec le Qatar et l’Arabie Saoudite. Comment ce qui s’est passé à Nice a-t-il pu avoir lieu ? Dans les années 1990, nous avons agi de la même façon avec les jeunes radicalisés : nous les avons laissés partir en Afghanistan en pensant qu’ils ne rentreraient pas. Et nous nous sommes finalement retrouvés face à une armée clandestine de 15 000 hommes. La France a fait la même erreur avec les jeunes qui portaient en Syrie.

Propos recueillis par Courrier International

**A Suivre...  
La Presse en Revue**

**LAPRESSEENREVUE.EU**